

# L'ÉQUALITÉ

## De Roubaix - Tourcoing

### ABONNEMENTS

NORD et Départements limitrophes	Trois mois	Six mois	Un an
AUTRES DÉPARTS	4 fr. 50	8 fr. 00	15 fr. 00
Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.	5 fr. 50	10 fr. 00	18 fr. 00

### RÉDACTION ET ADMINISTRATION

ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Desurmont, 12, TOURCOING  
 Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX

### ANNONCES

A ROUBAIX, 53, Grande-Rue.  
 A TOURCOING, 12, Rue Desurmont.  
 A LILLÉ, 28, Rue de Fives.

## BULLETIN DU JOUR

### Les Scandales Financiers

Notre ami Roussel a pu enfin développer son interpellation sur les dilapidations financières et sur les mesures que le gouvernement compte prendre pour les réprimer et les prévenir.

Après son discours si documenté, si précis, si formellement accusateur contre les négligences, les défaillances, les complexités ministérielles à l'égard des syndicats d'agitateurs, des coalitions d'accaparement des corrupteurs et des corruptus, il semblait impossible que la Chambre ne confirmât pas le vote qu'elle a émis au mois d'octobre 1896, qu'elle n'exigeât pas la répression de crimes et de délits flagrants, qu'elle ne témoignât pas qu'elle ne redoutait rien de l'action de la justice et de la mise en lumière des honneurs scandaleux, des monstrueuses escroqueries, qui ruinent le pays et déconsidèrent la représentation nationale.

Il semblait d'autant plus impossible qu'un vote d'initiative fut émis, permettant au gouvernement divers qu'il se contentait de relancer indéfiniment toutes les enquêtes, de les étrangler, de continuer leur protection aux grands détournements de la fortune publique, que la menace des révélations d'Arton pèse sur un grand nombre de membres de cette assemblée, et que Roussel venait de démontrer que dans les tripotages des Chemins de fer du Sud, on retrouvait les mêmes scandales et les mêmes compromissions.

Et encore, il faut le répéter, le Panam, les Chemins de fer du Sud, sont de simples épisodes très colorés de la longue vie sociale et parlementaire, du perpétuel marchandage qui est établi entre la puissance de l'argent lorsque la première ne prédomine pas souverainement et peut ainsi se dispenser d'acquiescer un concours honteusement assuré.

Les explications de M. Darlan consistent à rejeter sur les ministères précédents des responsabilités dont il a une très large part, et à promouvoir vigacement qui saura sévir contre des crimes et des violations de la loi qui lui auront été suffisamment démontrés.

Ce garde des sceaux a une singulière conception de son devoir. Il se limite à donner des explications de satisfaction à l'opinion publique, à se débarrasser de la responsabilité des escroqueries colossales commises et l'impunité dont bénéficient leurs auteurs.

Il nous importe vraiment peu que tel ou tel ministre n'ait pas agi avec la fermeté que nous réclamons au nom de la moralité publique et au nom des intérêts des travailleurs, les vraies victimes de ces affaires financières, de ce système savant de la banqueroute, de ces accaparements où l'ancien régime n'a toléré et que la troisième République honore par son progrès.

Nous savons parfaitement que le pouvoir n'a encore été exercé que par des représentants d'un monde capitaliste en décomposition et qui n'ont pas eu le courage ou la force de mettre le fer rouge dans les parties gangrénées de l'ordre social dont ils se réclament, craignant peut-être d'avoir à brûler jusqu'à leur chair vive.

Ce que nous constatons, c'est que la Chambre a l'impression de proclamer que le gouvernement se conforme à son secret désir en n'appliquant pas les lois pénales et en couvrant d'une égale bienveillance toutes les exploitations, toutes les concussions, toutes les corruptions.

Aujourd'hui comme il y a quatre ans, c'est une majorité de panamistes, de panamistes d'hier ou de demain, qui siège au Palais Bourbon.

Quel qu'il en soit, la séance n'a pas été perdue. C'est le procès du monde financier et de la magistrature qui a été fait samedi à la tribune de la Chambre. La parole de Roussel sortira de l'histoire de la France, qui, depuis longtemps, est las d'être pillé et trompé par ceux que la Chambre n'a pas eu le courage de condamner.

## L'ESPRIT DE CORPS

Une campagne est menée depuis quelque temps dans les journaux spéciaux et même dans la presse politique en faveur de la prolongation du service militaire.

Le général Lambert, notamment, s'est distingué dans cette propagande active qui se fait dans certains milieux par la publication d'articles qui décèlent chez certains de nos officiers généraux un état d'esprit un peu étrange.

Les conditions de la guerre moderne ont, en effet, modifié de tout au tout le recrutement des armées appelées à faire face à ces nouvelles conditions. Les armées nationales se sont substituées progressivement aux armées professionnelles d'antan.

La transformation des effectifs militaires et de leur système de recrutement date de la Révolution. La révolution, en faisant l'unité de la patrie et en identifiant l'ensemble des citoyens français avec le corps national, la collectivité française, désormais une et indivisible, selon la devise révolutionnaire, constituait un ordre de choses qui devait disparaître forcément le jour où le soldat traditionnel eût été remplacé par le soldat moderne en temps de paix, le métier des armes.

Antérieurement à la Révolution, le soldat était un mercenaire dont la profession consistait à se battre. Il se vendait, selon l'expression populaire, sous certaines conditions de soldat et d'avancement déterminées, et ceux qui l'achetaient étaient ses chefs, à qui il devait obéissance, zèle, service, dévouement. Une fois entré à la caserne, il prenait les habitudes du lieu, y contractait des mœurs un état d'esprit qui le séparait du reste de la population. Son régiment était pour lui la patrie, son colonel, le père.

C'est ce qu'on appelait l'esprit de corps. Les soldats dans ce cas, n'étaient que des hommes uniformes, et c'est dans ce sens que nous liions la gloire de son corps éclipsait celle de tous les autres.

Avec la Révolution, cet état d'esprit devait disparaître, car le soldat n'était plus une unité du régiment, mais un citoyen armé pour la défense de la patrie en danger. En effet, tous les citoyens valent et avaient été appelés sous les armes. Leur passage sous les drapeaux devait être provisoire. Comme le citoyen romain, le citoyen français avait laissé la charrue pour le glaive, quitte son champ pour le camp, et c'était au nom de la patrie, non plus en vertu d'un engagement personnel, et même intéressé qu'il se devait et mourait.

Après les grandes guerres de la Révolution, l'esprit de corps se reforma, pour le grand malheur de la France et de l'Europe. La vie prolongée des camps, le prestige acquis par certains généraux, attachés à la fortune de telle gloire militaire, à son tour, se défendirent de demander son salut, non plus aux professionnels militaires qui l'avaient laissé passer, mais à l'ensemble de ses citoyens.

C'est ainsi que la Révolution française, après avoir fait la patrie française, fit les patries européennes. C'est aux guerres du second empire que l'Allemagne fut le réveil de l'instinct national. L'Espagne affaiblie tressaillit sous l'invasion de nos armées et se dressa vivante et une devant l'envahisseur.

L'Italie, sous la royauté impériale de Napoléon, sentit également revivre en elle le désir ardent de son unité perdue, et qui ne devait plus s'éteindre. Il n'est pas jusqu'à la Russie que la France n'ait galvanisée et dont elle a contribué à reconstruire, par l'expédition de 1812, les tronçons éparpillés de son vaste territoire.

L'Europe des militaires professionnels avait été vaincue par la nation française armée. A son tour, la France militaire fut vaincue par les peuples armés de l'Europe soulevée contre nous.

Lépass, la guerre de 1870-71 est venue compléter la grande leçon de choses de la Révolution et du premier empire. L'Allemagne en armes défait presque sans combattre, on peut le dire les armées professionnelles du second empire.

Au lendemain de la défaite, ce fut en France une explosion presque unanime : il fallait relaire la nation armée. Tout le monde soldat ! tel fut le cri presque universel des patriotes.

Mais les militaires professionnels, les débris de l'armée du second empire, résistèrent de leur mieux contre cet élan. Les fauteurs de tous nos désastres ne passèrent pas par la terrible épreuve que l'Allemagne fit subir à son personnel militaire supérieur au lendemain d'Annan. Bien au contraire, ce fut ce personnel, autour de tant de catastrophes lamentables, qui reprit, après comme devant, la direction de notre organisation.

On se rappelle avec quelle obstination il s'opposa à toute réduction du temps de service. En vain, moitant à profit les leçons de l'expérience — et ce, malgré l'esprit militaire que les victoires de 1870-71 avaient développé chez quelque personnel de la grande guerre qui venait de se clore par un succès si éclatant — l'Allemagne s'appliquait elle — à réaliser les

## LOYOLA ET DOMINIQUE

L'ennemi de l'Eglise est un — c'est le libre examen, le progrès en toutes ses manifestations. Mais l'esprit de l'Eglise est double.

Il est Loyola ou Torquemada, jésuite ou dominicain, selon les temps et les lieux.

Par paroles, à travers notre histoire, on suit depuis de longs siècles la marche parallèle — et cependant toujours isolée — de ces deux courants de pensée, mais qui représentent une volonté incorruptible, celle d'abaisser l'humanité et de la coucher sous le joug dont son effort cherche à se délivrer.

Dominique, c'est la force, la violence, la brutalité, c'est la parole enflammée des prêcheurs remplissant les vastes de la cathédrale d'imprécations et de menaces, c'est l'anathème jeté audacieusement, d'un ton presque vaillamment à la face de la société civile, c'est le décri furieux de la conversion par tous les moyens de persécution. C'est l'appel à l'épée, à la complicité des juges et des bourreaux.

Dominique a la haine sombre, bruyante, impudente, qui lui touche au pouvoir et soudain sa main de fer s'abat sur le monde, le terre et le ciel, il a dans son bagage historique les chefs de file de l'Inquisition et les bûchers dont le dernier, à cinquante ans de peine.

C'est lui qui a ridé les membres éventrés, le sang qui gorgé les enfants, fait jaillir le noble des os et le sang des chairs panteant sur la claie.

Loyola n'est point tel : c'est le sournois, l'habile, le fin. Tandis que Dominique ne traîne jamais — à Gros ou meurs — le jésuite meilleur, dit — Fait semblant de croire et vis — vis richement, heureusement, en ton perpétuel mensonge.

Dominique épouvante, Loyola séduit. Dominique écrase l'homme, Loyola conquiert la femme, l'enveloppe, joue des hystériques et des concupiscentes. C'est la politique dans tout son épanouissement, c'est la politique qui a fait de Loyola le plus grand pignard qui ait eu l'âme d'un ennemi, Loyola volontiers s'apitoie sur la victime qu'il a faite.

Il prend les âmes par toutes bassesses : des instincts les plus honteux de l'humanité, il se sert d'un moyen de propagation, le plus criminel se peut fier à lui, il lui trouvera excuse et défense, pourvu que cette conscience abdicque entre ses mains. Pas de bruit, pas de scandale, c'est le mot d'ordre, quelconque est en possession d'un âtre, d'un cœur, d'une fortune, il se trouve auprès de lui, il se livre contre les révélations de la morale et de la justice. Il a ses livres d'excuses pour les pires ordures.

Dominique tonne contre la vice, Loyola en joue, il veut les après les forces de la corruption, l'autre n'en cherche que l'apparence.

Torquemada est dominicain, Tartufe est jésuite.

Le premier vaut tout, n'admet ni concession ni faiblesse. L'autre sait qu'il est le plus lâche, les accommodements, le dard de Neron dans l'un, et dans l'autre du Robert Macaire.

Et Loyola et Dominique sont les deux grands soldats de l'Eglise, visant le même but.

## NOUVELLES PARLEMENTAIRES

Les Affaires d'Orient

Paris, 7 mars.

La semaine qui s'ouvre nous promet un nouveau débat sur les affaires de Crète et sur l'attitude que compte prendre le gouvernement dans le cas où la Grèce refuserait de se rendre à l'ultimatum des puissances.

On sait que MM. Goblet et Millerand doivent questionner à ce sujet le gouvernement. Il devient urgent, en effet, de donner au gouvernement de dire à la Chambre, sans le consentement de laquelle il ne peut agir légalement, jusqu'où il prétend aller.

Les événements se précipitent en Orient. Une minute à l'autre, la guerre peut éclater et la conséquence logique de l'attitude que le ministre a prise vis à vis de la Grèce serait que nous nous trouverions engagés dans le conflit.

On sait qu'aux termes de la Constitution, le gouvernement ne peut déclarer la guerre sans l'assentiment préalable des Chambres.

L'éventualité de la guerre pouvant être considérée comme imminente, c'est l'impérieux devoir du gouvernement et des Chambres vis à vis du pays de se mettre d'accord dans les conditions stipulées par la Constitution sur le point de savoir si nous participerons à cette guerre ou si nous resterons à l'écart.

A vrai dire, le gouvernement a déjà violé la Constitution et transgressé les limites dans lesquelles elle enferme son action à cet égard.

En effet, s'il n'a pas positivement déclaré la guerre à la Grèce, il lui a tout au moins déclaré conditionnellement en adressant, avec les autres puissances, un ultimatum qui, par sa nature aussi bien que par son texte précis entraîne immédiatement la guerre dans le cas où la Grèce refuserait de s'y soumettre.

En s'associant à une démarche pouvant avoir de telles conséquences, sans s'être fait préalablement autoriser par les Chambres le gouvernement a évidemment violé la Constitution.

Il a, suivant son habitude, joué le jeu de la force, en manœuvrant de façon à mettre les Chambres en présence du fait accompli, de la guerre déjà engagée, avant qu'elles aient pu se prononcer sur cette question qui, dans les circonstances ac-

## PROPOSITION DU DÉPUTÉ MUSULMAN

M. Grenier, le député musulman de Montarlier, a déposé à la Chambre une proposition de loi relative à l'organisation de la défense nationale. Elle demande l'ouverture d'un crédit de trois cent millions, dont cent cinquante seraient destinés à la guerre et cent cinquante à la marine.

Le député musulman réclame la création de quatre corps d'armée coloniaux, ainsi répartis : dans chacune de nos colonies d'Algérie, de Tunisie, du Sénégal et de l'Indo-Chine. Ces corps d'armée seraient formés par le recrutement des indigènes de ces divers pays et du Soudan. Un corps de cavaliers irréguliers composé de 10,000 arabes de tribus nomades serait également organisé.

La construction des forts de Nancy et l'amélioration de la défense du Jura et de la Corse.

Les 150 millions de la marine seraient ainsi répartis : 90 millions pour la construction de croiseurs rapides cuirassés, type *Duquesne* ; 30 millions pour les forts et le port militaire de Bizerte ; 20 millions pour la défense de Cherbourg et de Cotonn ; 10 millions pour l'organisation du corps des artilleurs gardes côtes.

## L'ASSOCIATION DES MAÎTRES-REPÉTITEURS

Paris, 7 mars.

Nous avions tort d'exprimer l'espoir, dans nos informations d'hier, que M. Rambaud attendrait quelques jours avant de mettre à exécution sa menace de dissoudre l'Association des maîtres-répétiteurs. Cette association a vu l'hélicoptère et tombe du ciel, que leur avait confié le ministre de l'instruction publique pour se soumettre ou se démettre.

Il n'y a eu ni soumission, ni démission. Jusqu'à tout récemment, c'est par un acte de violence que le gouvernement de M. Méline a eu raison de leurs revendications. Il faut beau voir les héritiers de l'opportuniste supprimer par la force ce qu'un Ferry avait institué.

En présence d'un acte de si haute gravité, le comité de patronage de l'Association des maîtres-répétiteurs se réunira lundi prochain, à la Chambre, et examinera avec son attitude à prendre au moment où viendra l'interpellation Mirman.

Dés maintenant, les maîtres-répétiteurs peuvent être assurés que leurs droits seront défendus intégralement et qu'on saura avoir raison de l'arbitraire du gouvernement.

## ÇA & LÀ

### EPILEPSIE IMPÉRIALE

Les agences annoncent un nouvel accès épileptique de l'empereur Guillaume II.

Ce sont les socialistes qui l'ont provoqué et il s'est produit, après un accès de la Diète de Brême, le 2 mars.

C'est un discours « énergique » contre les socialistes allemands qu'il s'est traduit et la violence en a été telle que les journaux n'ont osé d'abord non donner que la version officielle.

A la suite de polémiques de presse, où entre autres, ont pris part les *Hamburger Nachrichten* et la *Gazette de Cologne*, les paroles exactes ont pu être rétablies.

Elles étonnent un tel degré de déraison que nous ne pouvons que les citer :

« Délivrez-nous de cette peste empoisonnant notre peuple ! Il faut exterminer le socialisme jusque dans sa dernière souche ! Et l'empereur ajoute qu'à cette tâche il convie tout le monde « le noble comme vilain ».

Cette réédition solennelle de menaces grotesques, souvent exprimées déjà — et dont la mise en pratique s'est récemment signalée par l'interpellation officielle de l'empereur dans la Diète de Hambourg — n'est pas pour déplaire au prolétariat. L'exaspération insensée des gouvernements en fureur est pour lui le plus net certificat de vie, le plus large témoignage de sa force.

Quant au gouvernement français, qui cherche à nier le sol national — parce que les socialistes — nos amis d'Allemagne Bueb et Bebel, il doit être heureux et légitimement fier de trouver contre le socialisme un sûr et fidèle allié en Guillaume II.

M. Barthou peut être content. L'Empereur d'Allemagne s'exprime ainsi !

## ÉTANGER

### L'AUGMENTATION DE LA FLOTTE ALLEMANDE

Berlin, 7 mars.

Les crédits considérables pour l'augmentation de la flotte demandés par le vice-amiral Hollmann n'ont pas seulement surpris la commission parlementaire, mais aussi les membres du gouvernement qui avaient pas dans le secret et n'ont pu empêcher de laisser paraître leur étonnement.

Il n'y a pas de doute possible dans ces conditions, c'est bien le plus grand projet de construction de la flotte allemande que le vice-amiral Hollmann s'est chargé de présenter au Reichstag. Et ce n'est pas une bagatelle que demande Guillaume II.

Il s'agit d'une somme ronde de 228,500,000 marks à répartir sur les quatre prochains exercices budgétaires.

En 1891-1892 on continuera sur de nouveaux frais.

Le Reichstag accordera-t-il les crédits ? La chose est douteuse. Le fait certain, c'est qu'un mouvement d'opposition se dessine dès à présent dans la presse contre l'adoption de ces projets d'armement maritimes à outrance et ce ne sont pas seulement les organes libéraux et catholiques qui protestent et viennent affirmer que les députés de leurs parts n'accorderont pas un sou de plus qu'il en convient, le Reichstag doit être dissous, mais ce sont même des journaux chrétiens, comme le *National Zeitung*, qui se permettent de taxer de peu convaincant et d'alarmants, au surplus, les arguments apportés devant la commission du budget par le vice-amiral Hollmann.

### UNE CRISE MINISTÉRIELLE EN BELGIQUE

Bruxelles, 7 mars.

On parle d'une crise ministérielle imminente. M. De Smet de Nayer, président du conseil, et M. Schellert, ministre de l'intérieur, veulent se retirer par suite de l'opposition de la majorité parlementaire au projet de réorganisation de la garde civique.

### L'ANGLÈTERRE ET LA QUESTION D'ÉGYPTÉ

Le Caire, 7 mars.

Le bruit court qu'une crise ministérielle se prépare. Le libéral serait cette fois, désireux de gouverner lui-même et se débarrasser de la tutelle anglaise.

Il choisira donc de nouveaux collaborateurs qui se seront point au service de la Grande-Bretagne. Abbas-Pacha croit le moment propice de renouveler une tentative qu'il a déjà faite au lendemain de son avènement au pouvoir.

### SANGLANTE BAGARRE À LEMBERG

Lemberg, 7 mars.

A l'occasion des élections des députés électoraux à Slolé, une bagarre a eu lieu. La foule, voulant assiéger la salle du vote, un gendarme a été tué.

La foule s'est précipitée sur les gendarmes et une troupe a fait feu. Six manifestants ont été tués, et un grand nombre de blessés. Un gendarme a été grièvement blessé d'un coup de pierre ; un soldat l'a été plus légèrement.

### IMMENSE INCENDIE À MANILLE

Madrid, 7 mars.

Une dépêche de Madrid annonce qu'un incendie, qui a éclaté, hier après midi, a brûlé deux mille maisons. Il n'y a pas eu d'accidents de personnes.

### COLLISION ENTRE DEUX TRAINS EN AUTRICHE

Vienne, 7 mars.

Un train de marchandises à grande vitesse a eu à la station de Bratz (Vorarlberg), une collision avec un train de voyageurs qui entrainé quatre wagons du train de voyageurs ont été mis en pièces. Une femme italienne a été tuée ; douze ouvriers italiens ont été blessés.

### BRASSERIE QUI S'ÉROULE EN ANGLETERRE

Londres, 7 mars.

Une terrible catastrophe s'est produite à Newcastle sur la Tyne. Une brasserie en démolition s'est écroulée, ensevelissant un grand nombre d'ouvriers et plusieurs passants.

Cinq ouvriers ont été tués, neuf personnes, parmi lesquelles une femme et un enfant, ont été transportées blessées à l'hôpital.

### LA REINE VICTORIA ET FRANCE

Paris, 7 mars.

On annonce que le président de la République va présenter ses souhaits de bienvenue à la reine d'Angleterre, le jour où la souveraine en sera en France pour se rendre à Nice. La reine Victoria se n'arrêtera pas à Paris. Le train spé-

## INFORMATIONS

### (Par Service Spécial)

### INTERIEUR

#### LES SIGNAUX SEMAPHORIQUES SECRETS

Paris, 7 mars.

Il a été décidé qu'on introduirait, dans le répertoire des signaux semaphoriques six signaux secrets présentant un grand intérêt pour tous les navigateurs français, et qui devront être connus de tous les bâtiments des flottes de guerre et commerciale.

L'application de ces signaux va être transmise aux préfets maritimes et aux présidents des chambres de commerce. Elle pourra être communiquée qu'à titre confidentiel aux états-majors de la marine et aux chefs d'équipage des navires marchands.

#### NOUVEL ACCIDENT A UN TORPILLEUR

Paris, 7 mars.

Un accident vient encore d'arriver à l'an de ces torpilleurs, au 176. Celui-ci, en faisant des essais de vitesse a éprouvé des avaries de machine qui ont empêché les appareils moteurs de continuer à fonctionner.

Le petit bâtiment était en détresse et risquait de se perdre contre les roches de la côte, lorsque le courrier de Perqueroles l'a pris à la remorque et conduit à Toulon.

#### LA REINE VICTORIA ET FRANCE

Paris, 7 mars.

On annonce que le président de la République va présenter ses souhaits de bienvenue à la reine d'Angleterre, le jour où la souveraine en sera en France pour se rendre à Nice. La reine Victoria se n'arrêtera pas à Paris. Le train spé-